

LES JEUNES DISENT AUX CHEFS D'ÉTAT DE LES ÉCOUTER

L'une est du Nouveau-Brunswick et revendique une double origine : acadienne et autochtone. Le deuxième aussi est Acadien de cette province. L'autre est Franco-Manitobaine. La quatrième est Québécoise. Le cinquième, enfin, est d'origine haïtienne et vit en Ontario français. Tous les cinq ont en commun d'avoir adressé la parole aux chefs d'État et de gouvernement lors de la cérémonie d'ouverture du 8e Sommet de la Francophonie, qui avait lieu à Moncton et dont le thème était la jeunesse.

Les cinq ont adressé un message simple : « Nous ne voulons pas être la relève. Nous sommes les auteurs du présent ».

Les jeunes francophones du pays veulent en effet être écoutés et compris. Ils veulent des lieux d'échange et de rencontre. Ils veulent participer à l'édification de la société. Ils veulent aussi se rapprocher des générations. Informer, consulter et faire participer, voilà en trois mots le message que les jeunes avaient à transmettre à Moncton.

La Franco-Manitobaine Roxane Dupuis, pour une, a été pas mal impressionnée par son expérience. Elle raconte. « Après les discours, ça m'a frappée. Je me suis dit : je vais partager le podium avec Jean Chrétien. Il est à cinq pieds de moi et il va m'entendre. Je suis présidente de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. On fait plein de revendications et habituellement on parle avec des fonctionnaires, des ministres et des députés fédéraux. Mais la personne avec qui on voudrait parler le plus, c'est celle qui est en haut. Moi, j'ai jamais eu la chance de le faire. Ça m'a frappée right there ».

Enfermés dans une petite salle de classe du Collège communautaire de Dieppe, il leur a fallu plus d'une semaine avant de produire le court texte qu'ils ont livré aux chefs d'État. Un texte qui résumait en quelque sorte le contenu de trois documents issus de consultations qui avaient eu lieu au préalable auprès des jeunes au Canada, au Nouveau-Brunswick et au Québec.

« On veut qu'ils (les chefs d'État) soient conscients qu'on a des préoccupations par rapport à la Francophonie et qu'on veut s'impliquer dans la Francophonie et qu'ils doivent nous laisser notre place parce qu'on veut la prendre » résume avec force Claude Lévesque d'Ottawa, qui assume depuis le mois de mai la présidence de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.

La notion d'identité et les relations Québec-Canada ont alimenté un débat autour de la table, avoue Josée Lalonde du Québec : « Moi ma crainte, c'était qu'on essaie de passer un beau message du genre : Vive le Canada, tout le monde est heureux, tout le monde est parfait. On s'est rendu compte que c'est pas ça qu'on voulait personne. J'espère que ce n'est pas ce qu'on a donné comme image ».

En préparant le texte final qui allait être livré aux chefs d'État, ils se sont aperçus que certains passages étaient crus, directs, peut-être pas trop diplomatiques pour les circonstances. Ils ont alors adouci le ton, question de s'en tenir aux préoccupations exprimées par les jeunes du pays, « sans chialer », précise Roxane Dupuis.

Le texte ne fait pas mention de l'assimilation chez les jeunes. Pourtant, Roxane Dupuis est la première à admettre que l'assimilation est un sérieux problème au pays. Alors, pourquoi ne pas l'avoir souligné? « C'est négatif, pas positif » donne-t-elle simplement comme explication.

Il a aussi fallu faire des choix. On a songé un instant à souligner le problème de l'éducation post-secondaire en français. Mais il s'est alors posé le problème de savoir où tirer la ligne : « On avait dans nos rapports peut-être 200 recommandations différentes, sauf qu'il fallait en choisir » explique Claude Lévesque.

Et maintenant, quelle est la suite? D'abord, on a déjà annoncé que la Fédération de la jeunesse canadienne-française allait gérer le programme du Réseau international de la jeunesse. Il s'agit essentiellement d'un projet qui consiste à créer un lieu d'échange virtuel pour les jeunes.

On sait aussi que le ministère du Patrimoine veut financer la tenue de Jeux de la francophonie canadienne sur une base annuelle, du moins si on se fie à l'enthousiasme délirant manifesté par la ministre Sheila Copps lors de l'ouverture des premiers Jeux de la francophonie canadienne à Memramcook.

Josée Lalonde, elle, sait qu'elle participera activement au Sommet sur la jeunesse québécoise qui aura lieu en février 2000. « On va aller chercher des gens d'autres générations. Des jeunes qui sont peut-être décrocheurs. On va essayer de rassembler tout ce monde-là pour trouver des projets qui peuvent toucher d'autres personnes que seulement des étudiants universitaires. »

Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a déclaré à Moncton que tous les sujets qui préoccupent les jeunes seraient traités et débattus lors du sommet organisé par son gouvernement. Un sommet qu'il a d'ailleurs qualifié de « politiquement risqué ».

Les jeunes autochtones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont enfin l'intention de former un conseil de la jeunesse en faisant du recrutement à travers les universités de la province.

**Tiré de l'Association de la presse francophone
Septembre 1999**